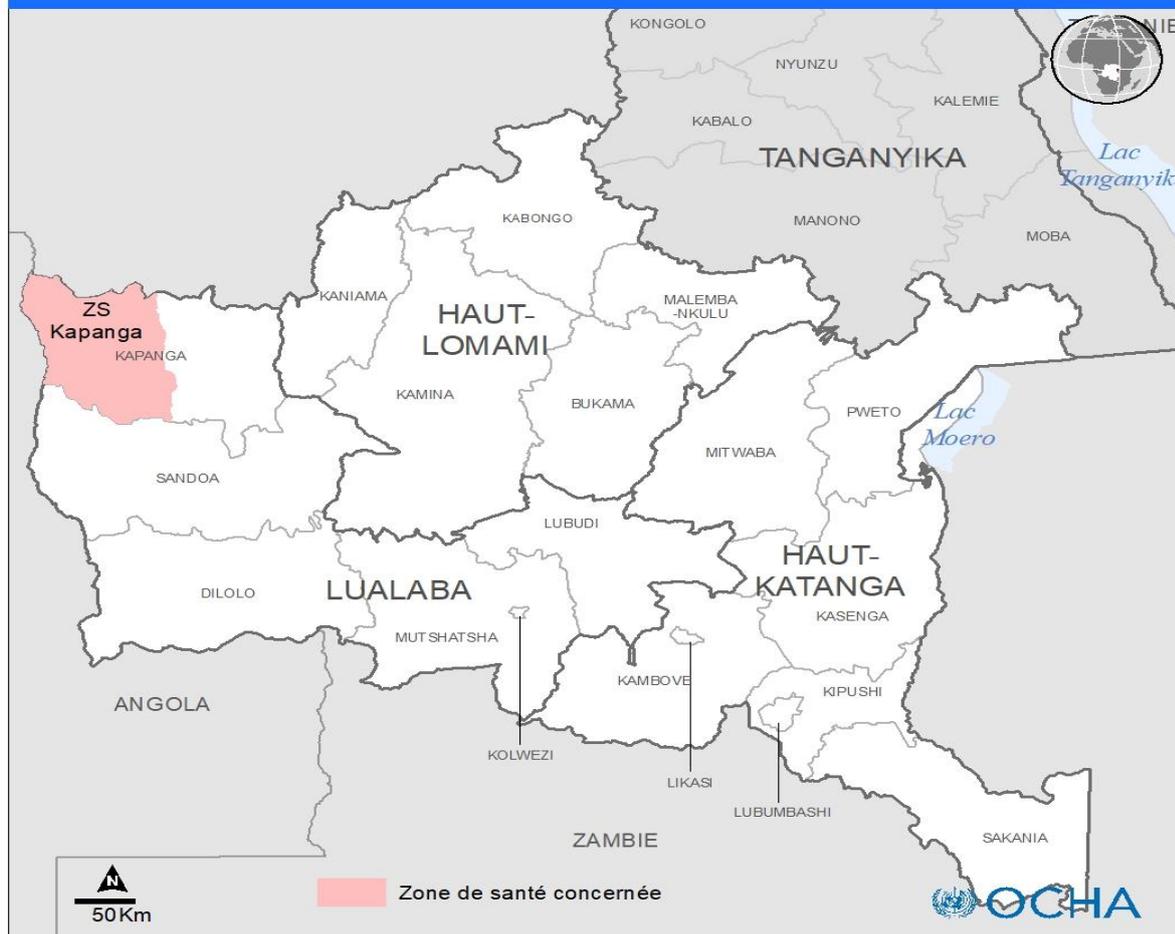


**RAPPORT DE LA MISSION INTER-ORGANISATIONS**  
**ZONE ET TERRITOIRE DE KAPANGA, PROVINCE DU LUALABA**  
**DU 14 AU 25 FEVRIER 2019**

**PARTICIPANTS : UNHCR, UNICEF, OCHA, ADRA, WORLD VISION, CENEAS, ACP, APROFE, EHB**

**Provinces: Haut-Katanga, Haut-Lomami, Lualaba**



**I. Faits saillants**

- Plus de 17 000 personnes (8 000 refoulées de l'Angola et 9 000 déplacées) demeurent sans assistance humanitaire dans les deux zones de santé du territoire de Kapanga ;
- Absence de kits PEP dans les structures médicales ;
- Pas de prise en charge de la malnutrition aigüe modérée dans les zones de santé de Kalamba et Kapanga ;
- 165 incidents de protection ont été enregistrés entre janvier et mi-février dans le territoire.

**II. Principales recommandations.**

- Nécessité d'organiser une réponse humanitaire multisectorielle en faveur de 17 000 personnes (déplacés et expulsés d'Angola) dans les zones de santé de Kapanga et Kalamba. Envisager éventuellement des enquêtes approfondies avant le ciblage des bénéficiaires.
- Respect du principe « Ne pas nuire » et prise en compte de l'approche communautaire dans la mise en place de l'assistance humanitaire à Kapanga ;
- Nécessité d'une réponse complète en nutrition (MAS & MAM). Nécessité de mener les enquêtes nutritionnelles dans le territoire en vue de mettre à jour la situation de la malnutrition ;

- Maintenir la communication avec les autorités et leaders communautaires avant toute intervention humanitaire pour renforcer la transparence dans l'action humanitaire ;
- Nécessité d'un projet de monitoring de protection dans le territoire de Kapanga ;
- Renforcer les mécanismes de coordination de la réponse humanitaire entre le CRIO Kananga et le CLIO-Lubumbashi afin d'assurer une réponse humanitaire efficace au Lualaba.

### III. Contexte

Depuis septembre 2018, le gouvernement angolais a déclenché une opération d'expulsion des étrangers vivant en situation irrégulière. C'est dans ce contexte que des congolais vivant en situation irrégulière ont été contraints de quitter le territoire angolais et traverser en République démocratique du Congo (RDC). Afin de se rendre compte de la situation réelle et d'établir un diagnostic de la situation humanitaire dans cette zone, une mission conjointe d'évaluation rapide a été organisée du 14 au 25 février dans le territoire de Kapanga à la demande du comité local inter organisation (CLIO).

Les objectifs de cette mission étaient de (i) constater la situation humanitaire qui prévaut dans la zone, identifier les principaux besoins, mettre à jour les chiffres des mouvements de population et (ii) identifier le point focal humanitaire pouvant faire l'interface entre les humanitaires et les autorités.

Cette mission était conduite par OCHA et a connu la participation des membres des groupes sectoriels Protection, Nutrition, Santé, EHA, Sécurité Alimentaire, AME/Abris et Education.

### IV. Méthodologie

- Contact et civilités aux autorités territoriales et locales ;
- Contact avec les comités locaux des déplacés et des retournés et autres leaders d'opinion;
- Rencontre avec les partenaires humanitaires ;
- Documentation : vérification et triangulation des listes locales ;
- Visite ménage (méthode aléatoire) et observation.

### V. Impact de la crise

Depuis leur en territoire de Kapanga, depuis octobre 2018 les expulsés dépendent entièrement de leur communauté hôte. Cette nouvelle crise s'ajoute à celle qui opposait le chef Kanyoka aux chefs de trois localités de Mwana Muzang, Kapk et Kombo liée au changement issu du découpage administratif des provinces. Lors du conflit susmentionné, plus de 9 000 personnes s'étaient déplacées du territoire de Luputa (province de Lomami) vers le territoire de Kapanga. Ainsi, ces expulsés et déplacés n'ont pas développé des mécanismes de subsistance car leur communauté hôte était déjà confrontée à des défis de réinstallation depuis leur retour entre 2016 et 2017.

### VI. Accès

Le territoire de Kapanga est accessible sur le plan sécuritaire. Physiquement il est accessible par le tronçon Lubumbashi-Kolwezi-Mutshatsha-Kasaji-Sandoa-Kapanga et par la province du Lomami avec laquelle il partage la limite territoriale.

De Lubumbashi à Kolwezi la route est en bon état. Le tronçon Kolwezi – Kapanga est en terre bâtie et risque de devenir inaccessible pendant la saison pluvieuse. Néanmoins, la zone de santé de Kapanga peut être accessible pendant la saison pluvieuse à partir de Mwene-Ditu et Wikong (province de Lomami) où les routes permettent une accessibilité à Kapanga territoire via la zone de santé de Kalamba avec les véhicules adaptés, car étant respectivement à 150 Km de Mwene-Ditu et 30 Km de Wikong. Ou encore par Kasaji central via le territoire de Luiza.

#### Recommandation :

- Développer les projets de réhabilitation d'urgence pour aménager les points chauds.

### VII. Mouvements de populations

La Direction générale de migration (DGM) a enregistré en territoire de Kapanga 8 063 personnes expulsées de l'Angola entre octobre et décembre 2018, à travers le poste frontalier de Kasamayi. Selon les sources

locales, plusieurs autres expulsés, estimés à près de 2 000 personnes, ne se seraient pas enregistrés au poste frontalier et se retrouvent en territoire de Kapanga.

Comme indiqué ci-bas le tableau synoptique des expulsés selon la DGM :

Les expulsés en provenance de l'Angola enregistrés au poste frontalier de la DGM Kapanga			
Hommes	Femmes	Enfants (Garçons & Filles)	TOTAL
4200	1745	2118	8063
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>8063</b>

## VIII. Besoins humanitaires

### Santé

- Selon la zone de santé de Kapanga, 16 de ses 24 aires de santé ont accueilli des expulsées, qui n'ont pas accès aux soins de santé primaires. Pour résoudre leurs problèmes de santé les uns recourent à la médecine traditionnelle par manque de moyens financiers. Ceux qui se font soigner aux structures médicales ne s'acquittent pas de leurs factures, d'où un taux de recouvrement faible dans les structures.
- Depuis leurs arrivés, quatre (4) décès maternels ont déjà été enregistrés. On constate aussi la morbi-mortalité liée au paludisme élevé pour les enfants de moins de 5 ans. Les pathologies courantes sont la diarrhée, le paludisme, les IRA et les anémies.
- L'un des défis demeure les ruptures régulières en médicaments essentiels, la faible surveillance épidémiologique ainsi que le non équipement des structures sanitaires.
- Aussi, l'inaccessibilité physique dans certaines aires de santé entraîne la faible couverture vaccinale et un système de surveillance épidémiologique inefficace.

### Recommandations :

- Appuyer la prise en charge des soins de santé primaires en faveur des expulsés et déplacés et leurs familles d'accueil ;
- Organiser des cliniques mobiles dans les aires de santé enclavées ;
- Renforcer le système de surveillance épidémiologique.

### Nutrition

La situation nutritionnelle dans le territoire de Kapanga, se présente comme suit :

- Seule Caritas – Kolwezi prend en charge, depuis janvier, des cas de malnutrition aigüe sévère dans les 2 zones de santé (Kapanga et Kalamba).
- En janvier, la zone de santé de Kapanga a enregistré 96 cas à l'UNTA et 6 à l'UNTI par un dépistage passif dans 4 aires de santé.
- Aucune UNS n'est fonctionnelle dans les deux zones de santé, d'où le risque de rechute des enfants qui seront déchargés des UNTA. Hormis le MUAC, les autres matériels anthropométriques sont quasi inexistant dans les structures.

### Recommandations

- Intégrer la prise en charge de la malnutrition aigüe modérée dans les deux zones de santé pour une bonne synergie en mettant un accent sur les activités de la nutrition à assise communautaire (NAC) pour lutter contre la malnutrition chronique.
- Organiser une enquête nutritionnelle dans tout le territoire.
- Approvisionner les structures en matériels anthropométriques.

### Sécurité alimentaire

- Près de 80% de la population du territoire de Kapanga vit principalement, ce qui fait que l'agriculture constitue la principale source de revenu pour la population locale.
- Ce territoire a subi entre 2016 et 2018 trois principales crises qui ont eu un effet négatif sur les moyens de subsistance de la population. Entre 2016 et 2017, la crise liée au phénomène Kamuina Nsapu n'a pas permis à la population de cultiver durant deux saisons culturales.

- Le conflit coutumier du territoire de Luputa/Lomami entre Kanyoka et Karunda ainsi que l'expulsion des congolais vivant en Angola ont également fragilisé le tissu socioéconomique de la population de ce territoire dont la communauté hôte n'a pas assez des mécanismes de survie.
- Les conséquences de ces crises successives se font remarquer notamment par l'insuffisance de certains produits de première nécessité. Cette insuffisance crée la rareté, impactant ainsi le prix de ces denrées alimentaires sur le marché (exemple : une mesure de Maïs est passé de 700 francs congolais en octobre 2018 à 2500 francs congolais en janvier 2019).
- Les expulsés vivent essentiellement de travaux journaliers dans les champs de la population hôte appelé « contrat ». Ils sont payés en nature (environ 2 kg de farine de manioc pour le labour d'une superficie d'environ 500 m<sup>2</sup>).
- Les autres produits, notamment l'huile de palme, le sel, le savon etc. sont fournis au marché local à partir de l'Angola et de la province de Lomami où le contexte logistique ne permet pas un approvisionnement régulier.
- Presque 100% des ménages ont une consommation alimentaire pauvre, d'un seul repas par jour.
- Lors des crises précédentes, les semences principalement de maïs, manioc, arachide ainsi que d'autres bien y compris l'élevage de caprins, d'ovins et de porcins pratiqué dans la zone avaient été détruits/pillés lors de l'attaque de la milice Kamuina Nsapu dans la zone en 2017.
- L'ONG CISP (financée par le FH-RDC) a ciblé environ 3 400 ménages victimes de la crise KamuinaNsapu dans 5 aires de santé du territoire, avec les semences vivrières et les outils aratoires. Ces ménages bénéficieront chacun de 40 USD, un géniteur de lapin et six femelles.
- Pour l'heure, il y a un gap d'assistance alimentaire de 17 000 personnes (expulsées et nouveaux déplacés) ainsi que la distribution des semences et outils aratoires. Les chefs locaux sont disposés à octroyer la terre aux déplacés internes en cas de besoins.

### Recommandations

- Mettre en place des activités de sécurité alimentaire, de réhabilitation et renforcement des moyens de subsistance couplé à une assistance alimentaire de 3 mois pour protéger les semences en faveur des expulsés et nouveaux déplacés ;
- Etudier la possibilité de mettre en place un programme de cantine scolaire pour appuyer l'accès à l'éducation aux enfants expulsés d'Angola.

### Protection

- Entre janvier et mi-février, environ 5 enfants non accompagnés (ENA) et 45 enfants associés aux groupes d'auto défense (Kamuina Nsapu) ont été identifiés dans la zone de santé de Kapanga, principalement à Musumba et Kalamba.
- Durant la même période, 165 incidents de protection ont été enregistrés en territoire de Kapanga.
- L'ONG AVREO (Association des volontaires pour la récupération des enfants orphelins abandonnés et malnutris) met en place des activités de réunification et réintégration des ENA et EAFGA avec le financement du FH-RDC. L'organisation va installer les espaces amis d'Enfant (EAE) dans les deux zones de santé de Kapanga.
- Par rapport à la protection de l'enfant, il n'y a pas d'enregistrement des enfants à l'état civil car ce service ne dispose d'aucun registre y afférent.

### Recommandations

- Renforcer les activités de prévention sur la cohabitation pacifique et sur le SGBV.
- Déployer des activités de monitoring de protection dans ce territoire
- Mener les activités de sensibilisation et formation sur certaines thématiques telles que, les droits de l'homme, la nouvelle loi sur les violences sexuelles... au profit des autorités locales, éléments des forces de l'ordre (militaires et policiers) et certains chefs coutumiers et de chefferies ;
- Renforcer la présence de l'autorité de l'Etat (éléments FARDC et PNC) dans les localités de Mwana Muzang, Kapak et Kombo
- Appui les zones de santé de Kapanga et Kalmaba en kits intimes et d'accouchement aux femmes en âge de procréation.

## AME & Abris

- Les ménages expulsés et déplacés (du conflit Konyoka-Karunda) sont logés en familles d'accueil et n'ont pas d'articles ménagers essentiels (AME). Ils constituent un poids dans leurs familles d'accueil.
- Dans certains ménages la mission a observé les articles usés qui sont conjointement utilisés par les expulsés et les ménages d'accueils.
- Les besoins sont cruciaux en kits de couchage.
- Il y a incapacité de réponse en AME localement, l'approvisionnement se fait par l'Angola ou les provinces de Lomami et Kasai Oriental.

### Recommandation

- Assister les déplacés et expulsés en AME & Abris sur base des vulnérabilités.

## Eau Hygiène et Assainissement

- Le problème d'accès à l'eau, d'hygiène et assainissement est une réalité dans le territoire de Kapanga, particulièrement dans la zone de santé de kapanga visitée par la mission.
- D'après le (SEHA : Superviseur Eau Hygiène Assainissement / AC Animateur Communateur), la zone de santé Kapanga est couverte à 17% en eau fournie par la REGIDESO et en eau des puits traditionnels non protégés. Sur 124 points d'eau que compte la zone de santé, seuls 58 sont fonctionnels soit 46,7% mais dans un état défectueux et piteux.
- Les 66 autres points d'eau soit 53,2% sont à aménager et à réhabiliter.
- L'une des conséquences logiques de cette situation c'est la notification des plusieurs cas de maladies diarrhéique dans plusieurs aires de santé, notamment les 16 aires de la zone de santé de kapanga qui hébergent les expulsés d'Angola. Un risque d'épidémie est à craindre si la situation ne change pas.
- 
- Certaines activités sont menées dans ce secteur par CISP et CENEAS, notamment dans 5 aires de santé où CISP organise des sensibilisations sur la prévention des maladies hydriques, réaménagement de 15 sources d'eau en raison de 3 sources par aire de santé, une adduction au chef-lieu de BCZ Kalamba, 11 blocs latrines dont 6 dans les écoles et 5 dans les centres de santé, 5 fosses à placentas dans les centres de santé, 11 trous à ordures dans les écoles et centre de santé, 5 blocs douches avec des dispositifs de lavage de mains.

### Recommandations

- Etendre les activités dans les aires de santé ayant reçu les expulsés et renforcer la réponse en termes de réhabilitation et/ou construction des infrastructures d'approvisionnement en eau potable d'urgence.
- Renforcer la sensibilisation de la population pour la construction des latrines et trous à ordures, surtout en cette période où les ménages sont surpeuplés par la présence des expulsés d'Angola.

## Education

- Depuis le début du mouvement d'expulsion, les enfants affectés n'ont reçu aucune assistance pour améliorer leur accès à l'école. Bien que les enfants aient été inscrits gratuitement, les ménages éprouvent de sérieuses difficultés pour doter les fournitures scolaires à leurs enfants et payer les frais scolaires mensuels (FIP) qui s'élèvent à une moyenne de 2 500 FC au primaire et 4 500 FC au secondaire.
- La plupart d'école visitées ont une carence en pupitres, matériels didactiques. Certaines n'ont pas de toitures suite aux pluies pour certaines et d'autres ont été incendiées par les milices Kamina Nsapu.
- Par ailleurs, le problème linguistique (manque de rattrapage en langue (français) constitue un handicap pour certains élèves expulsés qui ont étudié en portugais en Angola.
- L'ONG CENEAS (avec le financement du FH-RDC) met en œuvre le projet d'assistance d'environ 7 143 enfants déplacés et retournés vulnérables avec un paquet minimum d'urgence de l'éducation en 5 aires de Santé (Kapak, Kalamb, Thiyng, Kabamb et Murung) de la Zone de Santé de Kalamba. Le projet prévoit aussi la fourniture de 12 systèmes de captage d'eau dans les aires de santé ciblées. Le projet a démarré le 15 décembre 2018 et prendra fin le 14 juillet 2019.

## Recommandation

- Prise en charge des frais scolaires des enfants expulsés et déplacés par les autorités étatiques ou partenaires humanitaires œuvrant dans ce secteur.
- Améliorer les infrastructures scolaires : latrines, toitures, tables bancs via la réhabilitation ou la construction des nouvelles infrastructures.
- Evaluer le niveau des élèves expulsés en connaissance de la langue française en vue d'organiser séances de rattrapage en français.

### IX. Capacité de réponse des autorités au niveau locale

- Les autorités locales manifestent une volonté d'appuyer les expulsés en sensibilisant la communauté à les accueillir et en mettant à disposition des terrains arables en cas de besoin. Cependant ils n'ont pas de capacité directe à apporter une réponse aux besoins multisectoriels des expulsés et déplacés de précédentes crises.
- Au niveau provincial (Lualaba), à l'issue de la restitution par la délégation humanitaire, des grandes lignes de la mission, les autorités se sont dit préoccupées par la situation humanitaire dans ce territoire et attendent le rapport de la mission pour avoir un soubassement de plaidoyer.
- Elles ont par ailleurs affirmé la volonté de répondre rapidement au problème d'accès physique de Kapanga à travers une mission conjointe d'inspection (Ministre des infrastructures et celui de l'intérieur) avant de lancer les travaux préliminaires de réhabilitation.

### X. Analyse du contexte en lien avec le principe « Ne Pas Nuire »

- L'assistance humanitaire à Kapanga devra être focalisée sur les vulnérabilités. Elle devra également privilégier la multi sectorialité et l'approche communautaire.
- Un accent particulier devra également être mis sur la sensibilité au conflit dans l'implémentation des projets humanitaires.
- La communication à tous les niveaux renforcera la transparence dans la mise en œuvre des activités humanitaires.